

Jacques Fath
Responsable des relations internationales
18 01 10

Haïti ou l'urgence d'un nouvel ordre mondial

L'épisode d'un avion français, porteur d'un hôpital de campagne, interdit à plusieurs reprises d'atterrir à Port au Prince par décision américaine, n'est pas que lamentable et scandaleux. C'est l'expression d'une indécente rivalité de puissances.

Les Etats-Unis et la France veulent faire la démonstration de leur engagement humanitaire, de leur influence et de leur capacité à agir... Washington, aujourd'hui comme hier – en Haïti comme ailleurs – impose son leadership, ses intérêts et sa stratégie. L'ONU est mise à l'écart. L'UE peine à exister.

Haïti est à la fois membre de l'organisation de la Francophonie et membre de l'Organisation des Etats américains. Les diasporas haïtiennes sont importantes en France et aux Etats-Unis. C'est le fruit d'une longue histoire des dominations qui ont marqué ce pays au cours des siècles, jusqu'aujourd'hui: conquête coloniale, esclavage, massacre des amérindiens, pillage, ingérence et occupations militaires, étranglement financier, privatisations, libéralisation... Washington et Paris y ont conduit le même type de politique.

Les Etats-Unis et la France n'ont cessé de contribuer à déstructurer ce pays en le soumettant à l'ajustement structurel sous condition du FMI. Au point où en 2008 la dette publique haïtienne représentait plus de 38% du PIB !

Bien sûr, il y eut un «traitement» de la dette avec remises partielles, restructurations, rééchelonnements... Mais il s'agissait de «rétablir l'objectif de soutenabilité» de cette dette dont le service avait plus que doublé entre 1996 et 2003. En fait, la pression extérieure sur ce pays n'a jamais cessé. On lui a juste maintenu la tête hors de l'eau... en le tenant fermement par les cheveux. Et chaque fois qu'un événement imprévu survient c'est le désastre, la noyade et l'effondrement. Ce fut le cas en 2008 avec 3 ouragans et une tempête tropicale qui ont fait reculer l'économie haïtienne de 15%. En avril 2009, face au désarroi d'un pays accablé, une conférence des donateurs à Washington avait promis 324 millions de dollars. Cinq mois après presque rien n'avait été versé...criminelle désinvolture !

Haïti a ainsi du mal à survivre au cumul d'une histoire implacable, d'une pauvreté écrasante, d'une suite brutale de chocs externes, des promesses non tenues, des effets de la crise mondiale avec le ralentissement général de l'économie, l'augmentation des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie, la stagnation des envois de fonds de l'immigration...Il n'y a pas de malédiction.

En octobre 2008, le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, survolant les Gonaïves en hélicoptère s'alarmait : «j'ai le sentiment qu'Haïti est à la croisée des chemins. Tout peut basculer dans un sens ou dans un autre».

Et voilà qu'effectivement tout bascule. Dans l'horreur. Les larmes de crocodiles coulent... tandis que les ONG humanitaires font, heureusement, un boulot formidable.

Après l'urgence et l'émotion il faudra bien pointer sérieusement les vraies responsabilités. Et dès aujourd'hui exiger l'annulation de toute la dette haïtienne.

Nous n'avons pas besoin d'un tel désastre pour redire avec force qu'il faut changer les règles des relations internationales et du capitalisme et rappeler le besoin d'un nouvel ordre international. Mais Haïti est effectivement un terrible rappel à l'ordre, à un autre ordre.